



Les rentrées se suivent et se ressemblent, malheureusement. Force est de constater que les réels enjeux de l'école ne sont pas la priorité du gouvernement, et qu'à moins d'un coup de baguette magique, cette année scolaire sera signe de dégradations encore plus importantes quant aux conditions de travail et d'enseignement dans l'Education nationale.

En effet, la nomination de Gabriel Attal à la tête du ministère au mois de juillet, proche d'Emmanuel Macron et d'ores et déjà mis sous tutelle de l'Elysée, renforce la mainmise du politique sur les enjeux éducatifs et va à nouveau mettre l'Ecole de la République à mal, en faire un enjeu de communication électoraliste, à coups de fausses annonces, de provocations à l'égard de ses personnels, de polémiques nauséabondes et inutilement clivantes comme c'est déjà le cas, au lieu de créer la cohésion et la solidarité dont notre Ecole et plus généralement, notre société, ont tant besoin.

Le nouveau Ministre a ainsi défini son programme en trois priorités: autorité et transmission des savoirs, recrutement des professeurs, et bien-être à l'école.

Quid encore dans le monde de l'Education pour croire que les décisions prises vont dans le sens d'une école émancipatrice où il fait bon apprendre et enseigner? quand les académies continuent de recruter et de « former » des contractuels en quelques jours, pour les mettre dès la rentrée face aux élèves ? Quid encore pour penser que les difficultés scolaires, les problèmes liés à une école inclusive qui n'a pas les moyens de fonctionner, seraient engendrés par un laxisme des personnels enseignants, manquant d'autorité et de fermeté, d'ambition pour leurs élèves ?

Les enjeux du recrutement et les conditions salariales sont effectivement une urgence sociétale : les seules réponses apportées par le Ministère passent par la revalorisation de la prime Grenelle, concernant au plus 1/3 des personnels, et le PACTE que la FSU ne peut que condamner : en plus d'être une fausse augmentation car il s'agit d'heures supplémentaires, ce PACTE fera exploser un temps de travail déjà conséquent, augmentera la charge de travail des directeurs et directrices, renforcera les inégalités femmes/hommes, ne répondra pas à la difficulté scolaire contrairement à ce qu'il prétend, institutionnalisera les inégalités territoriales, niera l'aspect collectif des apprentissages et de leur construction et générera des tensions au sein des équipes.

Impasse pédagogique et «travailler plus pour gagner plus» inacceptable, la FSU a appelé et continuera d'appeler les personnels à ne pas entrer dans le pacte. Conscient de l'urgence d'une revalorisation salariale, elle continuera à porter l'exigence d'une revalorisation immédiate et sans contrepartie via le point d'indice.

Pour recruter des personnels et susciter des vocations, le gouvernement ferait mieux d'écouter ses étudiants, dont les enquêtes montrent qu'ils et elles sont particulièrement attachés à la sauvegarde du statut de la Fonction publique. Statut qui a fêté ses 40 ans cet été, et que la FSU continuera de défendre contre les attaques répétées des politiques libérales en place.

Un autre enjeu dont a fait la priorité Gabriel Attal est le bien-être à l'école. Là encore, les politiques affichées ne vont pas dans le bon sens. Les faits établissements, les remontées de plus en plus nombreuses des fiches SST attestent que notre Ecole est en mauvaise santé et que des mesures sont à prendre en urgence. A moins que la poudre de Perlimpimpin n'existe vraiment et que le nouveau Ministre n'en détienne la formule, cela passe inévitablement par des choix politiques : une réelle baisse des effectifs dans tous les niveaux, le recrutement massif et en nombre suffisant d'AESH formés afin de remédier au saupoudrage actuel des suivis individualisés que l'on ose appeler inclusion, des RASED complets, des personnels remplaçants enseignants et AESH à la hauteur des besoins. Pour rappel, plus de 60 classes dans le 1er degré sont quotidiennement sans enseignant dans le département. Ce n'est pas le recrutement, obtenu en juin dernier par la FSU, de la totalité de la liste complémentaire du CRPE, soit 18 collègues supplémentaires pour le Pas-de-Calais, qui inversera la tendance. Nous sommes très loin de la promesse présidentielle d'un enseignant par classe ! Il manque non seulement des enseignants notamment dans le 2nd degré, mais aussi des AS, des médecins scolaires, des psyEN ..., et des enseignants BD ou TZR.... Quant aux AESH, indispensables pour assurer une scolarisation correcte des élèves en situation de handicap, elles ne sont jamais remplacées en cas d'absence ou de congés. Quel mépris pour ces élèves mis en difficulté par l'institution. Et pour masquer tous les problèmes de cette rentrée, le ministre nous propose un vulgaire tour de magie : « Abayacadabra ».

Notre ancien DASEN se targuait dans la presse qu'aucune classe dans le département n'excéderait 24 élèves à la rentrée. Or, la FSU a alerté dès le CSAD de février que ça n'était pas le cas et qu'il fallait une carte scolaire ambitieuse, basée sur des moyennes réelles et prenant en compte les réalités de terrain, avec des personnels

en nombre suffisant sur tous les types de postes. Dans le second degré, la situation s'est aussi dégradée avec les suppressions de postes y compris en Education Prioritaire. Nous serons très attentifs à ce que l'engagement de votre prédécesseur dans les media soit suivi de faits, d'ouvertures et de moyens complémentaires partout où cela est nécessaire.

Cette rentrée s'inscrit donc dans la continuité des dernières années. Que ce soit dans la politique éducative, au niveau des moyens, des orientations qui vont dans le sens d'un renforcement des inégalités scolaires, sur la question salariale, la direction d'école ou la situation des AESH, les choix politiques de la rue de Grenelle, sous tutelle de l'Elysée, poursuivent les objectifs précédents : organiser une école à plusieurs vitesses, casser les collectifs d'apprentissages comme de travail, ne pas reconnaître l'investissement des personnels. Des choix à l'inverse de ce qui est nécessaire pour un service public de qualité pour les élèves. La FSU continuera de s'y opposer dans toutes les instances et dans les actions qu'elle soutiendra.